

JOURNAL DE LA HAYE.

PAIX DE L'ABONNEMENT.
 PAR TRIMESTRE.
 La Haye . . . 7 — Payable
 Province . . . 8 — d'avance.
 PRIX DES INSERTIONS.
 Les premières 5 lignes à 1.50 l'année
 et 20 cts. par ligne en sus.

BUREAU DE LA REDACTION.
 La Haye, Spui, n° 75.
 BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES
 ANNONCES,
 Chez M. van Weelden, libraire, Spui
 et chez les Messieurs Doorman, li-
 braires, Lange Pooten, à La Haye.
 Les lettres et paquets doivent être
 envoyés à la direction franco de port.

LA HAYE, LE 28 JUILLET.
REVUE POLITIQUE.

Un conflit paraît de plus en plus imminent entre le gouverne-
 ment prussien et l'Assemblée de Francfort. L'armistice avec le
 Danemark, la question de l'hommage à rendre au vicar de
 l'empire par les troupes prussiennes, sont les points sur lesquels
 le différend se porte le plus spécialement. Il est à craindre que l'As-
 semblée de Francfort ne manque le but qu'elle voulait atteindre,
 en voulant le dépasser. Cette prétention de placer tous les Etats
 de l'Allemagne dans une espèce de vasselage, en se posant elle-
 même comme suzeraine, révolte nécessairement la plupart de
 ces Etats.
 En effet, la Gazette de Cologne, qui nous parvient à l'instant
 nous apporte une correspondance de Berlin du 26 juillet, an-
 nonçant que le roi de Prusse a refusé de donner son assentiment
 à la loi de mariage à l'archiduc Jean, et qu'il est plus que pro-
 bable que la majeure partie de l'armée s'y refusera également,
 même si le gouvernement prussien l'ordonnait. Depuis que le pou-
 voir central de Francfort, dit le correspondant berlinois, a com-
 plètement abandonné la voie de l'unité allemande pour se placer
 sur un point de vue si ultra-révolutionnaire qu'il dispose directe-
 ment des fonctionnaires, sans en donner avis aux gouvernements
 des différents Etats, ce serait de la part de ceux-ci abdiquer tout
 pouvoir et livrer leur pays au désordre, s'ils reconnaissent
 l'omnipotence à un pouvoir qui, pour le moment, est en une
 complète abstraction. La déobéissance du général Wrangel au
 gouvernement prussien ouvrira les yeux aux plus aveuglés, ils
 verront que dès le moment où l'armée prussienne doit une
 obéissance passive au ministère de l'empire, elle est dissoute de
 fait, et la nation prussienne se trouverait livrée sans condition,
 et sans liens, aux idéologues de Francfort.
 La décevante légèreté avec laquelle on a traité la ques-
 tion du Limbourg, qui prépare la ruine des provinces rhénanes
 d'une manière non certaine que la guerre avec le Danemark
 a ruiné pour longtemps tout le littoral prussien sur la Baltique,
 ne contribuera pas moins, dit le correspondant de la Gazette de
 Cologne, à exciter un vif mécontentement contre le parlement
 de Francfort.

La séance du 26 juillet, l'Assemblée nationale de
 Francfort a continué la discussion sur la question polonaise.
 Le vote sur cette affaire a dû avoir lieu après que M. le rap-
 porteur aura pris encore une fois la parole sur cette question.
 M. Gstra a obtenu un grand succès par son discours en faveur
 des conclusions de la commission. M. Venedy, qui est connu
 par la loyauté de son caractère et par sa verve patriotique, a
 pris la parole pour appuyer les prétentions des Po-
 lonais. Nous reviendrons sur les débats de
 cette séance. Disons seulement que les conclusions de la com-
 mission seront probablement adoptées.

La Gazette allemande de Neudorf annonce que tandis que
 M. Lamartine avait manifesté ses sympathies pour les Polonais
 en protestant contre l'incorporation de Posen dans la confédé-
 ration germanique, le général Cavaignac vient d'inviter les
 gouvernements allemands, dans une lettre très amicale, à ne
 plus laisser passer de Polonais pour rendre en France, afin
 de ne pas augmenter à Paris les éléments du désordre.

La lutte entre le gouvernement allemand et les sociétés ré-
 publicaines ne touche pas encore à son terme. Dans le grand-
 duché de Bade, la seconde chambre vient de donner son appui
 pour dissoudre la société des étudiants de Heidel-
 berg; mais dans le grand-duché de Hesse-Darmstadt, il y a eu
 une démonstration hostile au gouvernement qui nous paraît se
 répéter qu'elle n'est pas isolée.
 Le nouveau théâtre de la guerre en Lombardie. Dans
 le Gouvernement où ils ont été complètement défaits par
 les Autrichiens se sont, paraît-il, battus avec
 le maréchal Radetzky laissé former, sans y met-
 tre obstacle, un corps complet de Mantoue et de Vérone. Mais
 on suppose bientôt de 120 mille hommes, on doit sup-
 poser qu'il médite et prépare quelque grande opération contre
 l'armée italienne.

Les journaux de Paris annoncent la nouvelle de l'acceptation
 par le roi de Sardaigne, de la couronne de Sicile pour
 son fils, et une protestation adressée par le roi
 des cabinets contre l'érection du nouveau
 royaume de Sicile et la nomination du duc de Gènes. Nous ne
 savons si ces deux nouvelles sont bien authentiques; mais les
 correspondances de Florence du 18 parlent également du pas-
 sage dans cette ville, ce jour-là même, d'un courrier venu de
 Naples et se rendant à Turin, et que l'on disait porteur de la pro-
 position de mariage. Quant à l'acceptation de la couronne
 de Sicile par le roi de Sardaigne, pendant que quelques journaux
 prétendent, comme nous venons de le dire, que cette nouvelle a
 été transmise officiellement à M. de Villafrauca, envoyé sici-
 lien, d'autres la présentent encore comme douteuse.

Les dernières nouvelles de Rome sont du 16 juillet; la crise
 ministérielle, ou plutôt la lutte entre le Saint-Père et son cabi-
 net continue. Le comte Mamiani a décidé à ne pas céder. Ou il
 résignera son portefeuille, ou les troupes du ministère triom-
 pheront.
 Nous recevons par voie extraordinaire des nouvelles de Naples
 jusqu'au 16 juillet. La capitale jouissait de la plus parfaite tran-
 quillité. Les chambres législatives avançaient dans leurs tra-
 vaux avec beaucoup de succès.
 Les provinces des Calabres sont rentrées dans l'ordre légal,
 les colonies des troupes royales ayant occupé de nouveau Co-
 tanzaro, Reggio et Catanzaro. Les bandes siciliennes ont été par-

tout détruites ou dispersées. La plus forte de ces bandes ayant
 réussi à s'emparer d'un brick et d'une barque marchande sur
 la plage de Gerace, s'y embarqua avec l'artillerie pour se sauver
 à Corfou; mais la corvette à vapeur le Stromboli, de la marine
 royale, la rejoignit dans la mer Ionienne et ramena à Reggio 500
 prisonniers, dont 39 chefs, 500 fusils, des munitions et sept pié-
 ces d'artillerie. Les chefs et les munitions avec les étendards ont
 été transportés à Naples par le Stromboli.

Nous avons reçu des nouvelles de Constantinople jusqu'au 12
 juillet. Notre correspondant ne s'était pas trompé en nous an-
 nonçant qu'on craignait dans cette capitale une rupture avec
 l'Egypte. Il nous mande aujourd'hui que le ministre de la justice
 du divan s'est rendu en toute hâte à Alexandrie, chargé d'une
 mission spéciale auprès du pacha d'Egypte. On s'attend à voir
 aplanir promptement les points en litige.

La Porte paraît prendre sérieusement en considération
 dans les principales du Danube. Les troupes de ces trou-
 pes s'effectuent vers ces contrées. Le Sultan lui-même les a
 passées en revue avant leur départ.

La séance d'avant-hier de l'Assemblée nationale de France
 tire son importance de la lecture faite par M. Thiers de son
 rapport sur la proposition Proudhon. Ce rapport dissèque avec
 beaucoup d'art toutes les parties du projet; il en prouve l'im-
 possibilité, le vide et le mauvais esprit. Les chiffres en sont
 aussi faux que les deductions; il s'adresse aux passions les plus
 mauvaises, il mérite enfin d'être énergiquement flétri. En un
 mot, ce rapport est conçu dans les termes les plus sévères. L'as-
 semblée l'a écouté avec la plus grande attention, et M. Proudhon
 avec une impatience qui s'est traduite par deux ou trois interrup-
 tions. La lecture terminée, M. Proudhon est monté à la tribune
 pour se plaindre que ses idées eussent été défigurées et ses in-
 tentions méconnues; il a demandé que la discussion fût fixée à
 samedi prochain, ce que l'Assemblée a adopté.

La fin de la séance a été occupée par la discussion sur les
 clubs. De nouveaux articles, dont la rédaction avait été concer-
 tée entre le gouvernement et la constitution, n'ayant pas paru
 suffisamment clairs, ont encore été renvoyés à la commission.

Si nous en croyons une correspondance de Paris, il n'y a heu-
 reusement pas en ce moment de chance d'une intervention
 armée en Italie. Les interpellations qui devaient avoir lieu à la
 tribune, pour demander au gouvernement des explications sur
 quelques tentatives de prosélytisme républicain, n'ont même
 pas eu lieu. Elles ont été prévenues par des explications franches
 et loyales échangées dans les bureaux entre quelques représen-
 tants et M. Bastide. Le ministère a compris que l'indépendance
 absolue laissée par la France à tous ses voisins, est le corollaire
 naturel du principe de liberté intérieure consacré chez elle par
 la république. Quant à la question de la Pologne, il n'y a d'au-
 tant plus l'apparence d'une intervention que de part de pays, dont les
 préférences sont monarchiques, n'appelle nullement les armes
 de la France.

Une autre correspondance nous annonce en même temps que
 la grande insurrection relative à l'insurrection de juin se termi-
 nera, selon toute apparence, par une amnistie générale, sauf
 quelques exceptions.

Nous sommes, à propos de l'Espagne, retombés dans toute
 l'incertitude des nouvelles, contradictoires. Les journaux du
 gouvernement de la reine annoncent la défaite et la fuite de
 Cabrera, tandis que les journaux montemolinistes proclament
 ses succès.
 La même contradiction se remarque dans les nouvelles des
 provinces, que les uns désignent comme fort tranquilles, et
 où les autres annoncent l'insurrection carliste relevant son dra-
 peau et prenant des proportions considérables.

Il n'est pas facile de dégager la vérité au milieu de toutes ces
 contradictions. Cependant il paraît que le mouvement mon-
 temoliniste ne serait pas aussi à dédaigner que les journaux mi-
 nistériels de Madrid veulent bien le dire. Il est certain que des
 armes, des munitions et de l'argent sont fournis aux carlistes.
 C'est donc encore une fois une guerre civile en Espagne!

LE LIMBOURG.

Nous publions ci-après l'adresse votée par le conseil de ré-
 gence de Maestricht. On remarquera que c'est par erreur que le
 Journal du Limbourg avait annoncé une demande subsidiaire
 du conseil de régence: celui-ci s'est borné à demander le main-
 tien de la situation actuelle, tant politique que commerciale.
 Voici le texte de cette adresse:

Sire,
 Le conseil de régence de la ville de Maestricht prend la respectueuse
 liberté de s'adresser de nouveau à V. M. par suite de la résolution adoptée
 le 19 de ce mois par l'Assemblée nationale de Francfort, et de recomman-
 der instamment à la bienveillante protection de V. M. les intérêts des habi-
 tants de cette ville, qui est menacée d'une ruine certaine par la susdite
 résolution.

Le conseil de régence sent vivement qu'après l'adresse présentée à V. M.
 le 16 mai dernier par une députation prise dans son sein, il est maintenant
 inutile d'entrer de nouveau dans les mêmes développements et de démon-
 trer de nouveau les droits de la Néerlande et de V. M. en ce qui concerne les
 questions traitées antérieurement. Le traité conclu le 19 avril 1839 par le
 Roi Guillaume 1^{er} avec la Belgique, garanti par l'Autriche, la France, la
 Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, reconnu le même jour comme
 obligatoire par les plénipotentiaires de la Confédération germanique (quant
 aux sept premiers articles de ce traité) et en confirmation le 11 mai suivant
 par le président de la Diète fédérale allemande, est tellement clair, qu'a-
 près les conférences tenues avec V. M. et ses ministres, et les assurances
 obtenues, le conseil de régence pouvait nourrir l'espoir qu'en aucun
 cas ces droits ne seraient méconnus par la Confédération germanique, mais
 que le traité du 5 septembre 1839, conclu entre le roi Guillaume 1^{er} et la
 Confédération germanique, comme un effet de l'engagement pris le 19
 avril 1839, serait respecté et maintenu dans son entier.
 Toutefois, cet espoir n'a pas été réalisé. L'Assemblée nationale de France

fort, sans se soucier des dispositions contenues dans le traité du 19 avril
 1839, sans mentionner les obligations de la Confédération germanique,
 s'est simplement bornée à déclarer que le Limbourg entier est un territoire
 allemand et que la Néerlande ne peut faire valoir d'autres droits sur ce ter-
 ritoire que ceux relatifs aux villes de Maestricht et de Venlo.

Le conseil de régence comprend parfaitement que la décision de l'assem-
 blée nationale de Francfort ne saurait être obligatoire ni pour la Néerlande,
 ni pour la Belgique, ni pour les cinq puissances qui ont garanti le
 traité du 19 avril 1839; mais la consternation générale, l'incertitude
 pleine d'angoisses que cette décision si contraire à nos légitimes attentes
 a fait naître dans la ville de Maestricht, exigent impérieusement que le con-
 seil de régence, en sa qualité d'interprète légal des sentiments qui animent
 les habitants de Maestricht, déclare le plus énergiquement que tous, sans
 exception, considèrent la réunion de cette ville au Limbourg et à la Néer-
 lande comme fort désirable et même nécessaire pour le bien-être général,
 et que le sacrifice d'une partie des ressources actuelles serait extrêmement
 nuisible à une ville déjà si malheureuse depuis dix-huit ans.

Où, Sire, le commerce et l'industrie de Maestricht, de par ses
 plus de vingt-trois mille habitants, dépendent des mesures que prendra
 V. M. Sans la libre communication avec la Néerlande et avec la rive droite,
 sans une garnison proportionnée à l'importance de cette forteresse, le bien-
 être général n'est pas possible parmi nous. Tout changement, toute modifi-
 cation n'aurait d'autre résultat que de conserver et de sauver une partie au
 détriment d'une autre.

C'est pour ces motifs que le conseil de régence de la ville de Maestricht,
 en se référant à son adresse antérieure, prie respectueusement V. M. de
 vouloir bien prendre, d'accord avec le pouvoir législatif du pays et avec ses
 alliés, toutes les mesures qui pourraient assurer l'état de choses actuel
 conformément aux traités existants, et de ne permettre en aucun cas
 les droits et les intérêts de notre ville soient lésés ou amoindris de quelque
 manière que ce soit, ni que la ville soit privée de sa libre communication
 commerciale actuellement existante, et qui lui est tellement nécessaire que
 dans le cas contraire elle resterait suspendue dans les airs, pour nous ser-
 vir des paroles de l'un des ministres de V. M.

Voilà, Sire, les vœux et les besoins des habitants de Maestricht.
 Le conseil de régence ne peut trouver des termes assez énergiques pour
 insister sur la nécessité qu'il y a d'examiner ces vœux et de satisfaire à ces
 besoins, car notre existence sociale et notre bien-être en dépendent entiè-
 rement.
 (Suivent les signatures.)

Le Journal du Limbourg du 27 juillet dit qu'il vient de rece-
 voir communication d'une lettre de La Haye en date de lundi,
 annonçant que le gouvernement est résolu à céder un pouce
 de terrain dans le Limbourg que par la force des armes. La
 lettre en question émane d'une personne qui, fortement inté-
 ressée à connaître exactement l'état des choses, s'est adressée
 aux meilleurs sources pour être instruite des intentions du gou-
 vernement à l'égard de la question du Limbourg.

Si cette nouvelle est exacte, ajoute le journal maestrichtois,
 ce sera donc la guerre que les séparatistes auront attirée sur no-
 tre malheureuse province; et, quelque courte que soit la résis-
 tance, des maux incalculables en résulteraient pour le duché. Car
 qui retombera la responsabilité de ces maux, ce sera le duc, car
 ceux qui les auront provoqués en allant appeler à leur aide
 l'Allemagne, qui n'a jamais eu aucun droit fondé sur cette con-
 trée.

Le même journal annonce que M. Lightenvelt, ministre du
 culte catholique, est arrivé le 26 au matin à Maestricht par le
 bateau à vapeur de Liège. Il est descendu à l'Hôtel du Lévrier,
 d'où il s'est immédiatement rendu au gouvernement provincial.
 On rattache le voyage du ministre aux affaires du Limbourg.
 Cette feuille assure qu'il est chargé d'instructions particulières
 émanant de Sa Majesté.

NOUVELLES DES INDES NÉERLANDAISES.

BATAVIA, 27 MAI. — Les événements de l'Europe qui nous
 sont parvenus par les journaux, ont mis ici en mouvement les
 esprits des Européens. Lundi dernier, le 22 mai, un grand mee-
 ting a été tenu dans les salles de la société de l'Harmonie sous la
 direction du Dr. Hoëvell, qui a été nommé président d'une com-
 mission chargée de rédiger une adresse au Roi, pour le prier de
 supprimer l'académie de Delft, et en même temps de rapporter
 l'arrêté qui accorde aux élèves de cette académie des privilèges
 sur des fonctions aux Indes. La séance a été orageuse; les avo-
 cats Tollens et Thieme y ont contribué pour leur part; cepen-
 dant, la séance s'est terminée sans désordre apparent. L'autorité
 avait pris toutes les mesures de précaution; des patrouilles de
 cavalerie parcouraient la ville, en tout sens, les batteries d'ar-
 tillerie étaient attelées; en un mot, toute la garnison était con-
 signée dans les casernes et devant l'hôtel du gouverneur se
 trouvait une double garde d'Africains.

Cependant il n'existait aucune crainte de voir éclater un
 mouvement sérieux.

Le Nieuwe Rotterdamse Courant, auquel nous empruntons
 ces nouvelles, ajoute que le Singapore-Free-Press publie un
 récit plus alarmant de ce qui s'est passé à Batavia; mais d'après
 ce qu'écrivait au journal rotterdamois son correspondant de Batavia,
 ce récit est loin d'être véridique, ou du moins est très exagéré.
 L'expédition contre Balie a quitté la rade de Batavia le 30
 avril; elle consiste en 700 hommes d'infanterie, 100 sapeurs
 mineurs, 12 pièces de campagne et autres bouches à feu. La
 force égale devait partir en même temps de Samarang, avec
 mille Madurois. Ces troupes doivent se réunir à Balie, et y
 attendre des nouvelles d'Europe; si elles sont favorables, on
 partira sur-le-champ pour Balie. Les Balinois ont opposé à une
 vigoureuse résistance, et se disent résolus à résister à la mort du
 fils et héritier du radjah de Kloakong, qui par un coup de canon
 tiré par les Hollandais.

Le gouverneur-général a approuvé des modifications au
 tarif n° 6 (droits de sortie de Java et de Madura arrêtés par pu-
 blication du 10 novembre 1837); en sorte que dorénavant le
 café à son exportation de Java et de Madura sera soumis à un
 droit de sortie de 12 p. c. ad valorem et de 6 p. c., lorsque
 l'exportation se fera par navires néerlandais en destination
 pour les Pays-Bas, sauf à fournir caution.

Le gouverneur général a encore modifié le même tarif en ce qui concerne l'exportation du thé de Java. Dorénavant, cet article sera taxé en France de droit, par navire, de 40 francs. Le tarif sur les marchandises étrangères est fixé à 4% ad valorem. Le tarif sur les marchandises de provenance américaine et du Cap de Bonne-Espérance, et le tarif sur les marchandises provenant des pays à l'est du cap de Bonne-Espérance et n'étant pas comprises dans les tarifs antérieurs arrêtés par l'art. I de la publication du 10 novembre 1837, ont également été modifiés, de manière que le plomb et le plomb laminé pour l'emballage du thé à son importation à Java sous pavillon néerlandais, accompagné d'un certificat de fabrication néerlandaise, sera affranchi de tout droit d'entrée; celui importé d'une autre manière sera soumis à un droit de 6%.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, le 1^{er} mai a eu lieu une grande assemblée des fonctionnaires judiciaires. Dans cette réunion tous les magistrats ont prêté entre les mains du gouverneur-général le serment de fidélité au Roi et celui prescrit par le règlement de l'organisation judiciaire. Le gouverneur-général, accompagné du conseil des Indes, a assisté à une audience publique de la Haute-Cour de justice. Le président de ce collège a prononcé un discours dans lequel il a déclaré que la Cour était constituée et a fait ressortir tous les avantages que présente la législation actuelle sur celle jusqu'ici en vigueur.

La même solennité a eu lieu à Samarang. Le 29 au 30 avril, dans la résidence de Bagélen, a eu lieu une grande inondation; plusieurs centaines de rizières et de champs d'indigo ont été en grande partie anéantis. Cependant, la grande abondance de riz dans cette résidence fait espérer que ces dégâts n'exerceront pas une influence par trop défavorable sur le prix de cette denrée.

Dans la soirée du 20 mai, M. Brooke, gouverneur de Labuan, ainsi que le lieutenant-gouverneur M. Napier, accompagnés de plusieurs officiers, sont arrivés à Singapore, à bord du *Neptune*.

Le *Neptune*, arrivé le 27 avril de Bangkok à Singapore, a apporté la nouvelle que des troubles sérieux avaient éclaté à Siam. Le 20 mars, on a reçu la nouvelle de Bangkok qu'une bande de Chinois s'était rendue maîtresse d'une fabrique de sucre située à 60 milles N. O. de la capitale. Un officier supérieur a été envoyé contre les insurgés avec cent hommes de troupes. Arrivé sur les lieux, il manda à son bord le chef de ces émeutiers, mais reçut pour réponse que s'il voulait lui parler, il n'avait qu'à se présenter lui-même. L'officier, accompagné de quelques personnes, descendit à terre, où il fut reçu à coups de fusil et fut blessé; ainsi que quelques-uns de sa suite. Les émeutiers restèrent maîtres du terrain. Au reçu de cette nouvelle à Bangkok, on expédia un corps de cinq mille hommes qui dispersèrent les émeutiers, après en avoir tué 300 et fait plusieurs centaines de prisonniers. Croyant le mouvement réprimé, les troupes retournèrent dans la capitale, ne laissant que cent hommes de garnison. Peu de jours après leur départ, on apprit de nouveau qu'un grand nombre de Chinois s'était rendu maîtres d'un fort où se trouvaient 60 pièces de canon et une quantité considérable de munitions de guerre. Cette nouvelle produisit une grande sensation à Bangkok. L'autorité envoya sur le champ un corps de 10,000 hommes qui, après 4 jours de combat, parvint à reprendre le fort. Mille insurgés ont perdu la vie dans ces combats, et il a été fait grand nombre de prisonniers. On craignait généralement de voir éclater de nouveaux mouvements. On ignore la cause de ce soulèvement imprévu.

Les bâtiments marchands chinois et autres ont été prévenus de ne pas se rendre dans l'intérieur du pays; ils s'exposeraient à être pillés et assassinés. Un grand nombre de moulins ont été incendiés et plusieurs villes et villages ont été entièrement dévastés. La quantité de cannes à sucre qui a été anéantie est fort considérable. Les chefs des émeutiers ont été amenés prisonniers à Bangkok, et, depuis, les assassinats ont cessé dans ces districts. On prétend que plus de cinq mille Chinois ont été tués dans ces rencontres.

Nous avons déjà annoncé que la corvette française la *Bayonnaise*, ayant à bord la légation française en Chine, avait jeté l'ancre dans la baie d'Ambon et en rade de Terate pour y faire eau. Les journaux de Java nous apprennent aujourd'hui que M. le baron Forth Rouen, chef de la mission, a, par l'intermédiaire du consul français à Singapore, fait témoigner sa reconnaissance du bienveillant accueil qu'il a reçu partout dans les possessions néerlandaises.

Le navire américain le *Houqua* est arrivé à Boero, dans les Moluques, tout à fait domat. Les autorités lui ont prêté toute l'assistance désirable, et, en peu de jours, le navire a pu appareiller.

Nous avons reçu aujourd'hui les journaux de l'Inde et de la Chine, en date du 27 mai de Hong-Kong, et du 2 juin de Canton.

En Chine, la situation est toujours la même, malgré leur bon vouloir réciproque les gouvernements anglais et chinois ont toujours beaucoup de peine à maintenir la paix entre les sujets des deux nations. Quelques difficultés nouvelles sont encore survenues entre les agents des deux puissances relativement à l'interprétation des traités; mais on est parvenu heureusement à les apaiser.

Après une courte saison d'une assez longue durée pour les Indes, les prix des marchandises européennes se sont tout à coup relevés sur les marchés de Canton et de Shang-Hai.

Dans l'Inde anglaise, la paix continue à régner, sauf dans le Madras, où les nouvelles du mois dernier annonçaient une prise d'armes dont le résultat, quel qu'il soit, ne peut à l'heure actuelle aucune influence dangereuse pour la suprématie de l'Angleterre. Cependant un corps d'armée se rassemble sur l'Indus, mais l'importance de ces événements est comparativement si peu digne d'attention, que le général anglais n'en pourra tenir compte jusqu'à la fin de la mousson du sud-ouest; c'est-à-dire jusqu'à l'automne, avant d'entrer sur le territoire de la province insurgée.

Nous recevons à l'instant notre correspondance des Etats-Unis d'Amérique; elle nous apporte entre autres des nouvelles de la victoire de la date du 8. (La distance entre cette capitale et Paris, parcourue dans le court espace de 20 jours).

L'abondance des matières nous empêche de la donner aujourd'hui en entier, nous en extrayons seulement le passage suivant.

« Avant-hier (6 juillet) le sénat et la chambre des représentants ont reçu un message du président, accompagné d'une copie du traité de paix conclu avec le Mexique et ratifié le 4 juillet, ainsi que plusieurs documents relatifs à la dernière campagne.

Ces documents sont extrêmement importants, comme vous en jugerez par le teneur du message que je vous envoie. Vous remarquerez que le Nouveau-Mexique, ainsi que la Californie supérieure, ont été cédés aux Etats-Unis. Ces deux pays à eux seuls embrassent une étendue d'environ dix degrés de latitude ou une distance moyenne d'à peu près 1,000 milles ou 1,600 kilom.

Les finances de l'Etat continuent à prospérer. Le président recommande vivement de songer à éteindre la totalité de la dette, ce qui ne peut influer que très avantageusement sur le crédit public.

On apprend qu'il n'est nullement question d'appeler sous les armes la levée de 1848, et que le gouvernement a le projet de renvoyer dans leurs foyers les miliciens de 1845 et 1846, lorsque ceux de 1847 seront suffisamment exercés au maniement des armes; toutefois ce projet est pour le moment ajourné, par suite de la décision prise par le parlement de Francfort au sujet du Limbourg.

S. M. la Reine quittera demain cette résidence pour se rendre au château de M. le baron de Heeckeren d'Enghuizen.

Tous les jours de la semaine le conseil des ministres s'est réuni à 7 heures du soir et s'est prolongé jusqu'à une heure fort avancée.

S. A. M. le duc de Saxe-Weimar, dont le départ avait été différé, a quitté aujourd'hui La Haye avec toute sa famille, se rendant à Mannheim.

LL. AA. RR. le Prince et la Princesse d'Orange ont fait une visite de congé à S. A. M. le duc de Saxe-Weimar.

L'abondance des matières nous empêche de poursuivre aujourd'hui la publication de l'article sur les *Funestes effets de la division de la propriété en France*.

(CORR. PARTIC. DU JOURNAL DE LA HAYE.)

LONDRES, 25 JUILLET. — Le bill relatif à la suspension de l'*habeas corpus* en Irlande est devenu aujourd'hui loi de l'état par la sanction royale. On n'a pas d'exemple en Angleterre d'une mesure législative votée si rapidement, mais aussi aucune mesure n'a été plus urgente et n'a été accueillie de tous les honnêtes gens avec plus de satisfaction. Les factieux comptaient sur les délais ordinaires pour achever de s'organiser. Ils espéraient que le bill ne passerait pas avant douze ou quinze jours, et ainsi on aurait atteint les premiers jours d'août, époque qui paraît avoir été fixée pour l'insurrection générale. Mais leur attente a été singulièrement déçue par la promptitude que la chambre des lords et la chambre des communes ont mise à voter la loi d'exception.

La presque unanimité qui a voté le bill à la chambre des communes, l'unanimité qui l'a accueilli à la chambre des lords, l'absence d'opposition de la part des députés et des pairs irlandais, sous des circonstances trop significatives pour n'être pas mentionnées. Parmi les huit membres qui ont voté à la chambre des communes contre le bill, on ne compte que 3 représentants irlandais, MM. Reynolds, Fagan et Sharman Crawford; et cependant l'Irlande a 105 représentants à la chambre. Cette proportion peut donner jusqu'à un certain point la mesure des forces de l'insurrection en Irlande.

Quelques ambitieux médiocres, quelques écrivains, voilà les chefs de l'insurrection. La lie de la population, dans les grandes villes, un certain nombre de paysans dans les campagnes, voilà leur armée, rien, dans les éléments de cette armée, de ce qui constitue une armée nationale. L'aristocratie, tout entière, malgré son orgueil, son amour-propre, le gouvernement anglais, est hostile à une guerre civile qui achèverait de ruiner l'Irlande, de tarir les sources de sa prospérité, qui plongerait le pays dans un abîme de maux cent fois pire que ceux qu'il souffre aujourd'hui.

On a parlé de l'organisation des forces de l'insurrection, de ces clubs qui comptent des affiliés par milliers, et qui couvrent l'Irlande comme un vaste réseau, des communications qui existent entre eux. Là encore il y a beaucoup d'exagération. Les clubs de Dublin, je vous l'ai déjà dit, n'ont rien de bien formidable. La plupart des affiliés ne sont pas armés, et ces fabuleuses ventes de piques se réduisent à bien peu de chose. L'exécution des mesures de désarmement ordonnées par les proclamations du lord lieutenant ne rencontre d'ailleurs aucune résistance, pas plus à Dublin que dans les autres districts où elles ont été prescrites.

Les divisions intestines qui ont en 1798 compromis tout d'abord le succès de l'insurrection exerceraient aujourd'hui la même influence, ce dissolvant serait même plus énergique encore s'il est possible. Vous savez le peu de sympathie qui règne entre les Meagher, les O'Brien et les Doherty, plus d'une fois déjà leurs secrètes inimitiés ont éclaté dans les occasions les plus importantes, elles éclateraient dans la lutte contre l'ennemi commun, elles deviendraient terribles et implacables au moindre succès de l'insurrection.

Pour qui connaît un peu l'Irlande, les antipathies nationales sont presque aussi vives entre les habitants de certaines provinces qu'entre les anciennes races des Celtes et des Saxons. Les hommes du Connaught détestent cordialement ceux de Munster. Il y a une sorte de haine héréditaire et invétérée entre les provinces de l'ouest et celles du sud, et quant aux habitants du nord, on les regarde avec horreur, comme des traitres, qui font cause commune avec les *Saxons sanguinaires*. On dirait que les rivalités terribles de royaume à royaume, de peuplade à peuplade, qui ont si souvent souillé de sang le sol de la verte Erin longtemps avant la conquête, qui ont facilité la conquête et qui ont si puissamment contribué à la consolider, subsistent encore dans toute leur énergie, comme des traditions d'un passé que l'on regrette et que l'on chérit.

Telle est malheureusement la triste réalité dans la partie la plus nombreuse de la population, celle qui éprouve le plus de répugnance à subir l'influence des mœurs et de la civilisation actuelles, celle-là même sur laquelle les révolutionnaires comptent le plus pour l'insurrection. Aussi, lorsqu'on parle emphatiquement dans les proclamations incendiaires, dans les appels à la révolte des journaux révolutionnaires, et des orateurs des clubs, lorsqu'on parle du *sauvagement de tout un peuple*, d'un *grand mouvement national*, on affecte des espérances que l'on ne nourrit pas, on se fait illusion à soi-même pour faire illusion aux autres. Ce langage serait ridicule s'il ne poussait pas ouvertement à la guerre civile.

La défiance est le plus grand obstacle que rencontre l'organisation d'une insurrection sérieuse. Le mot *trahison* joue le plus grand rôle dans l'histoire des diverses guerres civiles ou tentatives de guerre civile qui ont ensanglanté l'Irlande; il a joué un grand rôle dans l'histoire de la dernière agitation de rappel; il joue encore un grand rôle dans l'histoire de l'agitation révolutionnaire qui a pour chefs les *Confédérés Irlandais*.

Il n'est pas un esprit sérieux, pas un honnête homme en Irlande qui ne comprenne que le jour où par le concert réuni de toutes les forces nationales l'Irlande secouerait le joug de l'Angleterre, ce jour-là, le combat se livrerait dans le sein même de l'Irlande une guerre civile sans issue, dont les éléments apparaissent déjà même avant la lutte, aux yeux les moins clairvoyants; c'est, je le répète, cette conviction qui condamne d'avance à un avortement radical toute tentative insurrectionnelle, par l'abstention ou l'hostilité du plus puissant élément de la nation irlandaise.

Le clergé catholique, qui exerce encore une si grande influence sur les masses, est contraire au mouvement, il répète partout cette parole de John O'Connell, que si la guerre civile mettait le pied dans sa patrie il irait

prendre dans le tombeau où ils reposent les ossements de son père pour les transporter sur une terre étrangère. Malgré les instincts démocratiques de son caractère national, les prêtres catholiques voient autre chose qu'une lutte pour l'indépendance de l'Irlande dans le soulèvement que l'on provoque. Sous ce rapport les événements de juin ont ouvert les yeux à la plupart d'entre eux et ont donné à réfléchir à ceux-là même qui n'ont pas zélé patriotique aurait poussés à la tête du mouvement. La guerre sociale qu'en Irlande ne tarderait pas à prendre les plus vastes proportions, ne peut être du goût des prêtres catholiques, et, en tout cas, elle ne peut être approuvée de ceux qui ont la conscience de leur sainte mission.

Cet auxiliaire si puissant manquerait donc aujourd'hui à l'insurrection. Vous voyez que plus on considère les choses de près, sans en croire sur parole les exagérations des journaux de l'insurrection et celles des quelques amis qu'elle compte dans la presse française, plus il est permis d'espérer que cette nouvelle crise, qui depuis plus de quatre mois, pèse sur l'Irlande comme un véritable fleau, passera sans avoir amené de catastrophe. Ce que l'on peut craindre encore, non sans quelque fondement, ce sont quelques mouvements isolés dans les parties du pays où les révolutionnaires ont travaillé le plus d'activité à réveiller les esprits, et où les serments insurrectionnels n'ont pas été combattus par les moyens préventifs avec la même énergie que dans les grands foyers, tels que Dublin, Cork, Limerick, etc. Mais la répression sera prompte et ne permettra pas à ces mouvements de se relier entre eux et de former un corps contre lequel il faudrait diriger des forces considérables.

La loi qui suspend l'acte de l'*habeas corpus* sera mise sur le champ à exécution partout où l'exigera l'intérêt de la sûreté publique. Les principaux conspirateurs vont être mis en état d'arrestation et ce sera un grand honneur pour eux tout les premiers; car, comme on le fait observer avec une vérité un peu crue mais parfaitement vraie, l'arrestation de MM. Meagher, O'Brien, O'Connell et autres leur évitera le désagrément d'être fusillés ou pendus ce qui n'aurait pu manquer de leur arriver dans l'insurrection armée. Et, à vrai dire, il est peut-être quelques-uns de ces chefs intrépides qui ne seront pas fâchés de cette contrainte matérielle imposée à leurs faits et gestes; car plusieurs d'entre eux ne continuent l'agitation que parce qu'étant allés trop avant, ils ne pourraient plus reculer sans s'exposer à la risée publique. Emprisonnés en vertu du nouveau bill, ils pourront se proclamer martyrs à peu de frais. Ce sera tout simplement une nouvelle édition du séjour d'O'Connell dans le pénitencier de Richmond, séjour qui lui valut une ovation monstre, accompagnée d'une multitude de présents plus précieux les uns que les autres.

NOUVELLES D'ITALIE.

VENISE, 15 JUILLET. — Aujourd'hui, à 9 heures du matin, 21 coups de canon, tirés d'une frégate du port, ont annoncé l'arrivée des troupes piémontaises. A leur débarquement, elles ont été reçues par la musique de la garde nationale et par le peuple qui n'a point manifesté la démonstration de joie usitée en Italie. Hier, à 2 heures de relevée, il a été conclu au environs de Malghera, entre le gouvernement provisoire de Venise et le lieutenant-feldmaréchal Welden, commandant le corps de réserve autrichien, une convention relative à l'échange des prisonniers. Ce dernier était représenté par le major comte Crenneville, et le premier par le capitaine de frégate Raffaelli et le colonel Fontana. On était convenu que le 17, à 8 heures du matin, le drapeau blanc serait arboré à Malghera, que l'armistice durerait jusqu'à 8 heures du soir; dans l'interval, l'échange aura lieu. Les Vénitiens rendront à la liberté le vice-amiral Martini, commandant de la marine autrichienne, le lieutenant-feldmaréchal comte Ludolf, en tout 221 personnes, parmi lesquelles 21 officiers, échangés contre plusieurs officiers de la vénitienne gardés comme otage, ainsi que vingt familles de Trévise. Cette convention est également honorable pour les deux parties.

VERONE 12 JUILLET. — On lit dans la *Gazette d'Autriche*: Arrivé dans ce moment de Roverello, où est le quartier-général du duc de Savoie, je vais vous mandier quelque chose dont bien certainement vous ne vous doutez pas. Je viens d'apprendre par le plus grand des hasards, et mécontent d'une telle façon de moi, un fait dont s'est rarement vu l'histoire. C'est un fait qui a été accompli par le roi de Sardaigne, Charles-Albert de l'impossibilité de voir se réaliser ses projets de conquête d'une forteresse pour un demi-million de florins. Si le roi de Sardaigne avait consulté l'histoire, il aurait vu qu'elle n'offre pas d'exemple d'une pareille honte de la part d'un général autrichien. Ce fait seul aurait dû convaincre Charles-Albert de l'impossibilité de voir se réaliser ses projets de conquête.

PARME, 17 JUILLET. — Le roi a ordonné qu'à Borgoforte il fût construit un pont sur le Pô pour le passage des troupes piémontaises. On s'occupe déjà de ces travaux. On dit que le duc de Gènes et le général Bava, avec deux divisions, ont été envoyés à Hagaro pour repousser 20,000 Autrichiens campés entre Sagguinetto et ce point.

FLORENCE, 18 JUILLET. — Ce matin un courrier venant de Naples et se rendant à Turin a traversé Florence. Nous avons lieu de croire que ce courrier est porteur d'une protestation de la part de Naples contre l'élection du roi de Sicile.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

CATZBACH, 22 JUILLET. — Dans la séance d'aujourd'hui de la seconde chambre, le député Lamey a fait un rapport sur la pétition d'un grand nombre d'étudiants de Heidelberg, dans laquelle ils se plaignent de la dissolution du comité démocratique et demandent le retrait de l'ordre qui s'y rattache. Ils prétendent que leur association doit être mise sur le même pied que les autres associations démocratiques, et que le gouvernement doit s'abstenir de tout empêtement.

La commission propose de passer à l'ordre du jour, le gouvernement ayant agi suivant la sévérité des lois, et le soin de sa propre conservation exigeant que l'Etat ne se laisse influencer dans ses bases fondamentales, en sorte que le droit de réunion ne peut être sacré qu'en ne dépassant pas les limites de la liberté constitutionnelle.

Après un long débat, la chambre a adopté la proposition, la commission, mais elle a exprimé au procès-verbal le désir que le gouvernement prolonge le délai de trois jours accordé aux étudiants pour rentrer à Heidelberg.

DIKASBACH, 24 JUILLET. — L'Assemblée populaire qui a eu lieu hier à Kränichstein, a commencé par une lutte des démocrates et des constitutionnels, les premiers voulant porter M. Zitz, président, et les autres s'y refusant. Cette lutte a entraîné des désordres à la suite desquels les constitutionnels ont quitté la salle, et les démocrates, sous la présidence de M. Zitz, ont débattu tranquillement. Ils ont pris la résolution de prier le grand duc d'abolir la première chambre, et de constituer au plus vite une nouvelle diète constituante. Des orateurs ont parlé de fortifier le pouvoir central de l'empire, et d'accorder une constitution générale. L'Assemblée s'est séparée à trois heures.

La lutte qui a eu lieu au commencement de la réunion, a été générée en corps de poings, et plusieurs des combattants ont servi longtemps le souvenir de Kränichstein.

— La *Gazette de Vienne* annonce que, sur la proposition du ministre, l'empereur a destitué le comte Léon Elms, gouverneur de la Bohême, et investi de cet emploi le comte Christian Rothkirch. Le duc de Modène est parti à Inspruck le 18.

12 JUILLET. — Le consul...

28,000 hommes...

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

22 JUILLET. — Le gouverneur de Bermudes...

Les charbonniers ont essayé hier d'organiser un meeting...

Les nouvelles d'Irlande sont toujours inquiétantes...

Les lords ont tenu séance aujourd'hui pour recevoir...

Dans la séance de la chambre des communes, lord Palmerston...

Après cette lecture, le rapport reprend...

NOUVELLES D'ESPAGNE.

MADRID, 21 JUILLET. — La reine...

La dépeche télégraphique de la Granja, en date...

NOUVELLES DE SUISSE.

BERNE, 22 JUILLET. — Le nombre des Etats de la confédération...

Les agents des fonctions remplies par les agents...

NOUVELLES DE FRANCE.

PARIS, 26 JUILLET. — Plusieurs affaires graves, et collectives...

Le nombre des dossiers examinés par les quatre premières...

— L'instruction particulière et spéciale sur l'assassinat du...

— On lit dans le Times :

Il y a quelques jours les mouvements des Russes avaient fait...

— Le rapporteur français publie le comparatif des importations...

Les droits perçus pendant le mois de juin seulement, dans ces...

NOUS REVIENDRONS DEMAIN SUR CE TABLEAU.

ASSEMBLEE NATIONALE. — SEANCE DU 26 JUILLET.

L'ordre du jour indique le rapport de M. Thiers sur la proposition...

M. Thiers. Le comité des finances m'a chargé de vous présenter...

Après cette lecture, le rapport reprend...

En 1842, le revenu foncier de tout le pays était de 1,600 millions...

Les créances hypothécaires réelles, productives d'intérêt, montent à 4...

Les rentes sur l'Etat, déduction faite de l'amortissement, représentant...

Les canaux et les assurances peuvent représenter un revenu de 20 millions...

Je dois le dire, votre comité a regretté cette modération de forme...

Je ne puis que vous dire, au jour de la discussion, affronter les...

de ce temps, puissent se prendre pour des choses...

La proposition n'est pas seulement une violation de la propriété...

— L'instruction particulière et spéciale sur l'assassinat du...

— On lit dans le Times :

Il y a quelques jours les mouvements des Russes avaient fait...

— Le rapporteur français publie le comparatif des importations...

Les droits perçus pendant le mois de juin seulement, dans ces...

NOUS REVIENDRONS DEMAIN SUR CE TABLEAU.

ASSEMBLEE NATIONALE. — SEANCE DU 26 JUILLET.

L'ordre du jour indique le rapport de M. Thiers sur la proposition...

M. Thiers. Le comité des finances m'a chargé de vous présenter...

Après cette lecture, le rapport reprend...

En 1842, le revenu foncier de tout le pays était de 1,600 millions...

Les créances hypothécaires réelles, productives d'intérêt, montent à 4...

Les rentes sur l'Etat, déduction faite de l'amortissement, représentant...

Les canaux et les assurances peuvent représenter un revenu de 20 millions...

Je dois le dire, votre comité a regretté cette modération de forme...

Je ne puis que vous dire, au jour de la discussion, affronter les...

Je ne puis que vous dire, au jour de la discussion, affronter les...

ARTICLES COMMUNIQUES.

A la Rédaction du Journal de La Haye.

Messieurs, Le Handelsblad, dans son numéro de ce jour, traite la question...

Le journal amsterdamois conseille au gouvernement de se rendre...

Le Handelsblad, qui veut passer pour un journal du commerce...

Je ne puis que vous dire, au jour de la discussion, affronter les...

Le Limbourg... l'élection des deux députés... l'Assemblée nationale de Francfort... la Belgique...

Le Limbourg... supportant sa part dans les charges publiques... l'Assemblée nationale de Francfort... la Belgique...

Qu'on sache que les députés de Limbourg à Francfort ont représenté à l'Assemblée non pas les intérêts véritables de l'industrie et de l'agriculture du duché...

La Haye, 28 juillet 1848. UN HABITANT DU LIMBOURG.

THEATRE ROYAL FRANCAIS DE LA HAYE. SAMEDI 29 JUILLET 1848. REPRESENTATION N° 24. LES HUGUENOTS.

ANNONCES.

Hôtel de la Grande-Bretagne, PLACE ROYALE BRUXELLES. Cet hôtel se recommande aux voyageurs pour sa belle situation, son confort et ses prix modérés.

LECONS DE LANGUE ITALIENNE par M. GASTON, artiste du Théâtre-Royal de La Haye, ex-premier sujet des Théâtres-Français de Florence et de Naples.

PARTIE COMMERCIALE.

MARCHÉS. Table listing market prices for various commodities like sugar, coffee, and rice.

ROTTERDAM, 27 JUILLET. Il a été vendu ce jour de la première main, 1,000 h. riz de Java à fr. 3 1/2.

VENTES PUBLIQUES ANNONCÉES.

A AMSTERDAM. 31 Juillet. Le koff Bernardina, le koff Aurora, le koff Mercurius et l'allégé hot Wabaren.

A ROTTERDAM. 3 Aout. 4000 bout. vins rouge et blanc.

SARAVIA, 26 Mai. Les nouvelles apportées par le dernier mail, ne sont pas restées sans influence sur notre marché.

En général, ce riz se trouve dans une situation fort dépréciée, par suite de ce que les qualités sont de beaucoup, et que les Américains et les Français préfèrent maintenant le café de Padang.

Les Sociétés d'Assurances maritimes ont déclaré ne point assurer contre (météores) sur marchandises des navires en destination de places situées à l'Ouest du Cap de Bonne-Espérance.

Les exportations pour compte particulier pour la Néerlande consistent ce mois-ci de 3913 pic. de sucre, 2700 pic. de riz, 246 pic. de café, 1020 pic. d'indigo, et par le Mercator 4000 pic. de sucre, 4114 pic. de café, de Poivre et de Cuir.

quel faux le gouvernement a émis un montant de fr. 200,000... les articles d'importation...

ANVERS, 27 JUILLET. Café: La demande pour le Brésil continue; nous pouvons encore mentionner la vente d'env. 3000 balles, à divers prix.

LIVERPOOL, 24 JUILLET. Cotons: Les ventes de ce jour sont estimées à 4000 b. dont env. 3800 b. Amérique; 100 Egypte.

LA HAYE, 25 JUILLET. Cotons: Il s'est fait peu d'affaires aujourd'hui, dans le marché aux cotons.

GRAINS, GRAINES, HUILES ET SPIRITUEUX. AMSTERDAM, 27 JUILLET. Il a été vendu du FROMENT par parties 129 @ big Pol. fr. 312.

REVIEW DES MARCHÉS DES GRAINS EN BELGIQUE. Il y a eu un mouvement de hausse sur le froment pendant la semaine qui a fini le 22 juillet.

STETTIN, 25 JUILLET. Depuis hier il est tombé beaucoup de pluie. Seigle, sans affaires sur place.

GRAINS ONÉAGRES, par continuation peu offertes pour navettes d'hiver, bonne qual. 65 à 66 th.

HUILE DE NAVETTE: Sur place, a été payée hier 10 1/3 th. aujourd'hui on demande 10 1/2 th.

BEZIER, 21 JUILLET. SPIRITUEUX: Dans la semaine, il s'est fait quelques pièces en 3/6 disponible à 38 fr.

Il n'a pas été question d'affaires à livrer. A notre marché de ce jour, le cours du disponible vient d'être fixé à 38 fr.

A notre marché de ce jour, le cours du disponible vient d'être fixé à 38 fr. pour 91 pièces.

FONDS PUBLICS ET BULLETINS DE BOURSE.

AMSTERDAM, JEUDI 27 JUILLET. La tendance de la bourse a été aujourd'hui très défavorable. Un concours de circonstances y a contribué.

ROTTERDAM, JEUDI 27 JUILLET. Avec des affaires très restreintes, la plupart des fonds étaient offerts en baisse.

PARIS, MERCREDI 26 JUILLET. La baisse a continué sur nos fonds et sur la plupart des autres valeurs sans autre cause que celle que nous avons signalée hier.

Il n'a circulé aucune nouvelle politique. Le 3% ouvert à 46-25 est tombé et reste à 45-25, en baisse de 1 1/4 % en 24 heures.

Les actions de la banque ont baissé de 50 fr. à 1620; les obligations de la ville n'ont pas varié à 1100; les bons du trésor se sont négociés à 138 1/2.

LONDRES, MARDI 25 JUILLET. Les fonds anglais ont subi une baisse nouvelle et considérable depuis hier.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

Les nouvelles d'Irlande sont également peu satisfaisantes; on craint qu'on ne soit obligé d'en venir aux mains.

FRANCFORT, MERCREDI, 26 JUILLET. La bourse émit en suite des cours de Vienne du 22.

BOURSE D'AMSTERDAM DU 27 JUILLET. Dette act. 21, Dito dito 50, Dito en liq. 3, Dito dito 4, Emp des L-O. 4, S. d'Am. 3, Soc. de C. 4, Lac de Harl. 4, C. def. du R. 4, Ch. de fer Holl. 60, Dito 4, Belgique 4, Esp. Ard. 35, Dito de 5101. 5, Dito Pièc. c. 5.

BOURSE DE ROTTERDAM DU 27 JUILLET. PAYS-BAS. Dette act. 21, Dito dit. 50, Dito dit. 4, Est. Ard. de L. 30, Esp. Ard. int. L. 5105, Russie. Emprunt 5, Sziglitz 4, ANTOINE. C. int. Mét. 2.

BOURSE DE PARIS DU 26 JUILLET. Sp. c. au compt. 45 25, fin cour. 45 25, Emprunt 1847, fin cour. 73, Sp. c. au compt. 72 50, fin cour. 72 50, Banque de France 1620, Cais. G. 1000, Belg. 5 p. 1840, 5 p. 1842, 4 1/2 1844.

BOURSE DE LONDRES DU 25 JUILLET. Cons. Compt. 85 1/2, De en liquidat. 68, 70, Belges 70, Hollande 4 p. c. 70, 71, Dito 2 1/2 p. c. 43, 44.

BOURSE D'ANVERS DU 27 JUILLET. Belg. C. de la B. 2, Cais. de la B. 2, g. r. 2, Emprunt: 3, Dito: 4, Dito: 4, Dito: 4.

BOURSE DE BERLIN DU 26 JUILLET. Obligat. 3 1/2 73, 74, Ruis. (Roths.) 99, Ch. Aix à Maest. 101, Ch. de S. C. M. 83, Hollande 2 1/2, Lot de Pol. 500.

BOURSE DE VIENNE DU 24 JUILLET. Métalliques. 5 75, 1, 4 64, 65, 3 46, 21/2 39, 40, Emprunt 1834, 122, 124, 1839, 83, 84, Ch. de fer Milan, 64, 65, du Nord, 105, 106.

BOURSE DE FRANCFORT DU 26 JUILLET. Métalliques: 5 65, 4 54, 3 40, Métalliq. 21/2 84, Banque, 1170, Emp. 1839 108, 109.

BOURSE DE BRUXELLES DU 26 JUILLET. Emp. 1840 5 p. 76, 1842 5 p. 76, 1844 5 p. 76, E. V. 1843 5 p. 76, E. V. 1845 5 p. 76.

CHANGES DE VIENNE DU 24 JUILLET. Amsterdam... 162, Augsbou... 115, Francfort... 115, Hambourg... 178, Londres... 115, Paris... 115.

CHANGES DE BERLIN DU 26 JUILLET. Amst. court. 144, 2/m. 142, 143, Hamb. court. 151, 152, P. Hamb. 2/m. 151, Londres 3/m. 6, 25, Paris 2/m. 81, St. Peth. 3/8.

CHANGES DE FRANCFORT DU 26 JUILLET. Amst. court. 100, 2/m. 100, Berlin court. 100, 3/m. 100, Hamb. court. 100, 2/m. 100.

CHANGES DE BRUXELLES DU 26 JUILLET. Amst. c. j. 211, 25, P. Hambourg. c. j. 186, P. Londres. c. j. 25, 55, Paris. c. j.

PAR TELEGRAPH.

BOURSE D'AMSTERDAM, VENDREDI 27 JUILLET. PAYS-BAS. Dette active, Dito dit., Dito dit., ESPAGNE. Ardoin de L. 540, Dito anbr. L. 520, RUSSIE. Emprunt 1840 5 p. 76, ANTOINE. Obligat. d'Etat.

COURS DE CLOUVA A PARIS. PAYS-BAS. Dette active, Dito dit., Dito dit., ESPAGNE. Ardoin de L. 540, Dito anbr. L. 520, RUSSIE. Emprunt 1840 5 p. 76, ANTOINE. Obligat. d'Etat.

LA HAYE, chez Van der Meer, 27 JUILLET 1848.